

**Séance ordinaire du
jeudi 21 novembre 2019**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Espaces verts, Parc de
Lunaret et Commissions de
Sécurité et d'Accessibilité**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

**Parc de Lunaret-Zoo de Montpellier-Adhésions obligatoires aux réseaux
professionnels pour l'exercice 2020 : Ordre des vétérinaires, IFAP et OCPH.**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin de répondre à une exigence réglementaire en constante évolution, il est nécessaire pour la Ville de Montpellier, dans le cadre de l'exercice des missions du Parc de Lunaret (suivi sanitaire, identification de la faune sauvage détenue en captivité...), d'adhérer à un certain nombre d'organismes.

1. L'ordre des vétérinaires :

Afin de pouvoir exercer des opérations de police sanitaire, le parc de Lunaret doit pouvoir faire appel à un vétérinaire inscrit au tableau de l'ordre des vétérinaires, lequel doit également être investi d'un mandat sanitaire par l'autorité compétente - conformément aux dispositions de l'article L221-11 du code rural et de la pêche maritime.

Ces opérations consistent notamment à contrôler régulièrement l'état de santé des animaux présents ou en transit, à mettre en œuvre et contrôler les programmes de surveillance sanitaire, de prévention et de soins des maladies en partenariat avec la direction départementale de la protection des populations.

A ce titre, et au regard de la variété et du nombre d'espèces recueillies au sein du parc de Lunaret, trois vétérinaires ont été recrutés pour exercer ce mandat sanitaire au nom de la Ville ; c'est pourquoi la Ville doit s'acquitter d'une cotisation annuelle relative à l'inscription à l'ordre des vétérinaires.

2. I-FAP-identification de la faune sauvage protégée :

L'arrêté du 08 octobre 2018 fixant les règles générales de détention en captivité d'animaux d'espèces non domestiques fait obligation d'identifier tous les animaux d'espèce non domestique détenus en captivité et de procéder à leur inscription au fichier national.

Cette inscription jusqu'à présent gratuite nécessite désormais le paiement d'une cotisation à l'IFAP (identification de la faune sauvage protégée) ; en effet, l'absence d'inscription à ce fichier est passible d'une contravention de 5^o classe.

3. OCPH (Oiseau Club Palavas Hérault), club de l'Union Ornithologique de France (UOF)

Afin de poursuivre dans de bonnes conditions l'identification des espèces captives, le parc de Lunaret doit adhérer à un organisme agréé pour la délivrance de bagues de marquage pour les oiseaux détenus sur le site. De par sa proximité géographique et son statut de club membre de l'UOF, l'OCPH répond à tous les critères, y compris celui de la souplesse nécessaire dans la commande de bagues au gré des reproductions au sein d'une collection aviaire variée et nécessitant des bagues de diverses tailles.

Outre le fait que cette adhésion permettra l'identification de ces oiseaux, elle permettra également au parc de Lunaret d'être informé de l'actualité et de la diffusion des études et des connaissances des oiseaux ainsi que la législation applicable pour ces espèces : convoyage, veille sanitaire notamment.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adhérer aux organismes suivants : l'ordre national des vétérinaires, l'IFAP –identification de la faune sauvage et l'OCPH membre de l'Union Ornithologique de France (UOF) ;
- d'accepter le versement des cotisations suivantes :
 - à l'ordre des vétérinaires pour un montant annuel de 1020 € TTC,
 - à l'I-FAP pour un montant annuel de 250€ TTC,
 - à L'OCPH pour un montant annuel de 60 € ;
- de dire que ces crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20191121-108103-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 03/12/19
Réception en Préfecture : 03/12/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.